ASSEMBLÉE NATIONALE

24 septembre 2015

CRÉATION, ARCHITECTURE ET PATRIMOINE - (N° 3068)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 275

présenté par
M. Bloche

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 26 UNDECIES, insérer l'article suivant:**

L'article 8 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les acheteurs soumis à la loi du 12 juillet 1985 susvisée y recourent, pour tous les contrats conclus en application de la présente ordonnance, dans des cas et des conditions fixés par un décret en Conseil d'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet d'inscrire, dans la loi, le recours obligatoire au concours pour les acheteurs publics soumis à la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique. Si un décret en Conseil d'État doit fixer les conditions dans lesquelles ils y recourent, et pourra notamment fixer un seuil au-delà duquel le concours est obligatoire, il importe de préciser, dans la loi, que les maîtres d'ouvrage publics sont soumis à une obligation spécifique dans ce domaine, et ce pour tous les contrats qu'ils sont susceptibles de conclure en application de l'ordonnance du 23 juillet 2015, y compris les contrats de partenariat.